



Actuel
Marx
n°54

Deuxième semestre 2013

POPU- LISME *contre-* POPULISME

*Publié avec le concours de l'équipe Sophiapol, de l'Université Paris Ouest
Nanterre La Défense, et du Centre national du livre*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

CHÁVEZ : L'HÉRITAGE, LES DÉFIS

Par Boaventura de SOUSA SANTOS

Le leader politique et démocratique le plus charismatique des dernières décennies est mort. À chaque fois que le charisme en vient à jouer un rôle dans un contexte démocratique, une relation particulièrement mobilisatrice s'établit entre gouvernants et gouvernés dans la mesure où il articule la légitimité démocratique à une identité d'appartenance et à un ensemble d'objectifs partagés qui vont bien au-delà de la simple représentation politique. Habitues à être frappées par un pouvoir lointain et répressif qui prospère dans le cadre des démocraties de basse intensité, les classes populaires vivent alors des moments où la distance entre représentants et représentés tend à se résorber. Les opposants parleront à cet égard de populisme et d'autoritarisme bien qu'ils ne parviennent que rarement à en convaincre les électeurs. Car il se trouve qu'en démocratie, le charisme permet d'accéder à des niveaux d'éducation civique difficilement atteignables dans d'autres conditions. La singulière et complexe alchimie entre charisme et démocratie tend au renforcement réciproque de ces deux phénomènes, surtout lorsqu'elle se traduit par des mesures qui ont pour objectif la redistribution sociale de la richesse. Mais le problème avec le charisme, c'est qu'il s'évanouit avec la disparition du leader. Afin de continuer à aller de l'avant, la démocratie nécessite alors d'être consolidée par deux ingrédients dont l'alchimie est tout aussi complexe, surtout dans une période post-charismatique : les institutions et la participation populaire.

Les personnes qui crient : « Nous sommes tous des Chávez ! » dans les rues de Caracas ont une claire conscience du fait qu'il n'a existé qu'un seul et unique Chávez et que la révolution bolivarienne aura nécessairement affaire à des ennemis intérieurs et extérieurs. Des ennemis qui ont les moyens et la force de remettre en cause l'intensité de l'expérience démocratique que Chávez leur offrit au cours des quatorze dernières années. Le président Lula a été, lui aussi, un leader charismatique. Son successeur, la présidente Dilma Rousseff, a su tirer profit de la force des institutions et de la démocratie brésiliennes, mais elle a éprouvé bien des difficultés à y associer la participation populaire. Comparées à celles du Brésil, les institutions vénézuéliennes sont bien moins solides, mais la poussée participative

est beaucoup plus forte. C'est à partir de ces données contextuelles de base qu'il nous faut analyser la nature de l'héritage de Chávez et les défis futurs.

L'HÉRITAGE DE CHÁVEZ

La redistribution de la richesse. À l'instar d'autres leaders latino-américains, Chávez a tiré un heureux profit du boom des ressources naturelles (essentiellement du pétrole) et mis en place des politiques sociales sans précédent (surtout dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, des infrastructures) qui ont tendu à améliorer sensiblement la vie d'une grande partie de la population. Citons-en quelques exemples: l'éducation gratuite et obligatoire; les campagnes d'alphabétisation touchant plus d'un million et demi de personnes qui ont conduit l'UNESCO à déclarer que le Venezuela était désormais un pays où l'analphabétisme avait disparu; la réduction de l'extrême pauvreté qui, de 40 % de la population en 1996, a été réduite à 7,3 %; la réduction de la mortalité infantile de 25 à 13 pour 1000 durant la même période; la création de restaurants populaires pour les groupes de bas revenus; l'augmentation du salaire minimum, qui est désormais selon le BIT l'un des plus élevés de la région. En conséquence de quoi le « Venezuela bolivarien » s'est rapidement substitué au « Venezuela Saoudite ».

L'intégration régionale. Chávez a été un infatigable architecte de l'intégration du sous-continent latino-américain. On aurait tort d'interpréter ses initiatives multiples en vue de la construction de la Grande Patrie chère à Simón Bolívar comme la manifestation d'un calcul politique visant à instaurer son hégémonie ou à assurer mesquinement sa propre survie. Les controverses entre pays politiquement très différents étaient perçues par Chávez comme des discussions se tenant au sein de la même grande famille latino-américaine. Il profita de la première opportunité pour renouer les liens avec le membre le plus défiant et pro-US de la famille: la Colombie. Il mit tout en œuvre afin d'étendre les relations entre les pays latino-américains bien au-delà du seul domaine commercial, tout en s'assurant que celles-ci seraient guidées non pas par une logique capitaliste mais par la solidarité, la complémentarité socioéconomique et la réciprocité. Outre sa solidarité envers Cuba, qui est bien connue, il convient de mentionner l'aide décisive qu'il accorda à l'Argentine durant les années de crise de la dette souveraine en 2001-2002 ainsi que celle qu'il octroya aux petits pays des Caraïbes.

Il manifesta son enthousiasme pour toute forme d'intégration régionale qui permettrait au continent de ne plus être la chasse gardée des États-Unis d'Amérique. À la recherche d'une alternative à la Zone de Libre-échange des Amériques contrôlée par les USA, il prit la tête de

l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques), puis de l'ALBA-TCP (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique-Traité Commercial des Peuples) et exprima sa volonté de devenir membre du Mercosur. La CELAC (Communauté des États de l'Amérique Latine et des Caraïbes) et l'UNASUR (Union des Nations Sud-américaines), deux institutions centrales de l'intégration du sous-continent, bénéficièrent également de son impulsion.

L'anti-impérialisme. Dans les moments les plus critiques de son gouvernement – parmi lesquels la résistance à la tentative de coup d'État de 2002 –, Chávez se trouva confronté à l'unilatéralisme agressif des USA de George W. Bush, qui atteint son point d'orgue avec l'invasion de l'Irak. Chávez avait la conviction que ce qui était en train de se passer au Moyen-Orient arriverait un jour en Amérique latine si la région ne se préparait pas à une telle éventualité. De là son intérêt pour l'intégration régionale. De là aussi la croyance qui était la sienne que la seule et unique façon de faire barrage aux USA était de fomenter le multilatéralisme, renforçant ainsi ce qui subsistait de la guerre froide. En conséquence, il noua des liens plus étroits avec la Russie, la Chine et l'Iran. Il savait que les USA (avec l'appui de l'Union européenne) poursuivraient leur tâche de « libération » des pays osant défier Israël ou représentant une réelle menace pour l'accès au pétrole. De là la « libération » de la Lybie, suivie par celle de la Syrie et, dans un futur proche, de l'Iran. D'où également le peu d'intérêt dont font montre les USA et l'UE pour la « libération » d'un pays pourtant dirigé par la plus rétrograde des dictatures, à savoir l'Arabie Saoudite.

Le socialisme du XXI^e siècle. Chávez n'a pas réussi à construire le socialisme du XXI^e siècle ou ce qu'il nommait le socialisme bolivarien. Quel fut donc son modèle de socialisme, étant entendu qu'il manifesta toujours le plus grand respect à l'égard de l'expérience cubaine que beaucoup jugèrent excessive? D'une certaine façon, je dirai que je trouve rassurant que Chávez ait cité à plusieurs reprises en l'approuvant ma propre définition du socialisme, à savoir: « Le socialisme, c'est la démocratie sans fin ». Certes, il s'agissait là de discours; dans la pratique, les choses étaient toujours plus difficiles et complexes. Quoi qu'il en soit, il voulait que le socialisme bolivarien soit pacifique mais armé, de peur qu'il ne finisse comme celui de Salvador Allende. Il mit un terme au projet néolibéral ainsi qu'à l'immixtion du FMI dans l'économie du pays. Il nationalisa les entreprises, provoquant la colère des investisseurs étrangers qui prirent leur revanche en menant une violente campagne visant à le diaboliser, tant en Europe (spécialement en Espagne) qu'aux États-Unis. Il démantela le capitalisme existant, mais échoua à le remplacer. D'où les crises d'approvisionnement et d'investissement, l'inflation et la dépendance croissante

envers les revenus pétroliers. Il polarisa la lutte des classes, de sorte que les anciennes et les nouvelles classes capitalistes, qui avaient longtemps exercé un quasi-monopole sur les médias et toujours maintenu leur contrôle sur le capital financier, adoptèrent une attitude défensive. La polarisation se répandit jusque dans la rue et beaucoup voulurent y voir la cause de l'accroissement de la criminalité (en dirait-on autant au sujet de la criminalité à São Paulo ou Johannesburg?).

L'État communal. Chávez savait que l'appareil d'État construit par des oligarchies qui avaient toujours dominé le pays ferait tout pour freiner le nouveau processus révolutionnaire. Un processus qui, à la différence d'autres expériences historiques, était né et se nourrissait de la démocratie. Il chercha donc à établir des structures parallèles basées sur la participation populaire à la gestion de la chose publique. Il mit tout d'abord en place de vastes programmes gouvernementaux tels que *misiones* et *gran misiones* dans un grand nombre de secteurs. Chacun de ces programmes portait un nom évocateur tel que, par exemple, la *Mision Barrio Adentro* qui fournissait des services de santé aux secteurs populaires et reposait sur la participation populaire et l'aide cubaine. Il contribua par la suite à l'institutionnalisation du pouvoir populaire à travers l'élaboration d'un nouvel agencement territorial parallèle à celui déjà existant (états et municipalités). La nouvelle organisation de l'espace sociopolitique avait la commune comme unité centrale, la propriété sociale comme principe de base et la construction du socialisme comme principal objectif. À la différence des autres expériences latino-américaines qui tendent à combiner démocratie représentative et démocratie participative (comme dans le cas des budgets participatifs et des conseils populaires de secteur), l'État communal assumait la confrontation entre ces deux formes de démocratie. Là résidait d'ailleurs peut-être sa principale faiblesse.

104

LES DÉFIS FUTURS DU VENEZUELA ET DU CONTINENT

Nous nous trouvons désormais dans l'ère post-Chávez. Se caractérisera-t-elle par l'instabilité politique et économique? La Révolution Bolivarienne ira-t-elle de l'avant? Le *chavismo* est-il possible sans Chávez? Sera-t-il en mesure de résister à la très probable consolidation de l'opposition? Les défis sont énormes. Évoquons-en quelques-uns.

L'unité entre le civil et le militaire. Chávez fondait son pouvoir sur deux piliers: l'adhésion démocratique des classes populaires et l'unité politique entre le pouvoir civil et les forces militaires. Une telle union a cependant toujours été problématique sur le continent et se matérialisa toujours sous la forme d'un pouvoir conservateur, voire dictatorial. Chávez, lui-même membre des forces armées, réussit à réaliser une unité progressiste et à

doter le système d'une certaine stabilité. Il dut cependant concéder un certain pouvoir économique aux militaires, ce qui constitue une source potentielle de corruption et peut dans le futur se retourner contre l'esprit démocratique et émancipateur de la révolution bolivarienne.

L'extractivisme. La révolution bolivarienne a accru la dépendance à l'égard du pétrole et des autres ressources naturelles. Certes, ce phénomène n'est pas propre au Venezuela, dans la mesure où on le retrouve dans des pays comme le Brésil, l'Équateur, la Bolivie ou l'Argentine, dirigés par des gouvernements progressistes. Il n'en reste pas moins que l'excessive dépendance à l'égard des ressources naturelles tend à la fois à limiter la diversification de l'économie et à détruire l'environnement. Surtout, elle représente une agression permanente envers les indiens et paysans sur les terres desquels se trouvent ses ressources. L'extractivisme a en effet pour conséquence la pollution des cours d'eau, la négation des droits ancestraux de ces populations, la violation des lois internationales qui prévoient la consultation de ces groupes, l'expulsion de ces mêmes groupes de leurs terres et l'assassinat de certains de leurs leaders communautaires. Il y a peu, Sabino Romero, éminent leader indien de la Sierra de Perija dont je soutenais la lutte depuis de nombreuses années, a été tué. Les successeurs de Chávez sauront-ils faire face à ce problème?

Le régime politique. Bien que légitimé par des mécanismes démocratiques, un régime politique modelé par un leader charismatique pose inéluctablement un problème à ses successeurs. Au Venezuela, les défis sont de taille. Car si l'on observe une grande faiblesse institutionnelle, on note, par ailleurs, l'émergence d'institutions parallèles – l'État communal – dominées par le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela) dont Chávez a été l'un des initiateurs. Si la tentation du parti unique se développe, ce sera la fin de la Révolution Bolivarienne. Le PSUV constitue un agrégat de multiples courants et forces politiques dont la coexistence n'a pas toujours été facile. Or, face à la disparition de la figure unificatrice de Chávez, il convient désormais de trouver de nouveaux moyens d'exprimer la diversité interne. Il me semble que ce n'est qu'à travers l'intensification de la pratique de la démocratie interne que le PSUV sera en mesure de s'allier au reste de la nation afin d'exprimer la maturité démocratique qui sera nécessaire pour faire face à l'offensive des forces politiques dont le but est de détruire progressivement tout ce qui a été conquis par les classes populaires au cours des dernières années. Laisser la corruption se développer et gommer les différences au nom de la nécessité d'être tous et toutes des « chavistes » tout en cherchant à définir qui est le chaviste le plus authentique aurait au contraire pour conséquence d'ouvrir le chemin aux ennemis de la Révolution. Une chose est certaine : s'il s'agit de suivre

l'exemple de Chávez, il est indispensable que l'esprit critique ne soit pas éradiqué. Il est nécessaire que l'autoritarisme qui a caractérisé une grande partie de la gauche latino-américaine soit abandonné une fois pour toutes.

Le plus grand défi des forces progressistes du continent sera de savoir faire la part des choses entre le style polémique et certainement très controversé de Chávez et la substantielle poussée politique de son gouvernement qui a sans aucun doute favorisé les classes populaires et l'intégration solidaire du sous-continent. Les forces conservatrices feront tout ce qui est en leur pouvoir pour confondre ces deux choses. Chávez a contribué de façon décisive à la consolidation de la démocratie dans l'imaginaire social. Il l'a consolidée au cœur des classes populaires, c'est-à-dire là où il est le plus difficile de la consolider mais aussi le plus périlleux de la trahir. Est-il seulement possible d'imaginer que les classes populaires des autres, et si différents, pays de la planète pleurent la mort d'un leader démocratique de la même façon que l'ont fait les Vénézuéliens, dont les pleurs ont inondé les écrans de télévision du monde entier? Ceci constitue un précieux héritage pour les Vénézuéliens et les Latino-américains. Ce serait un crime que de le dilapider. ■